



Législatives du 20 décembre
Le MJU en ordre de bataille !

Le Mouvement des Jeunes Unir (MJU) a tenu hier en fin de journée, une rencontre d'échanges et de partage avec la jeunesse membre du parti. Objectif de cette rencontre, partager avec les jeunes, les nouvelles orientations du parti pour la jeunesse et conditions d'éligibilité pour les primaires des prochaines élections législatives.



PAGE 2

ENTREPRENEURIAT



934 nouvelles entreprises sur le marché togolais

Que sait-on de la viabilité et de l'apport réel des entreprises créées en 2017?

C'est désormais acté. Le Bénin a depuis ce lundi 3 septembre 2018, un nouveau code électoral qui devra régir ...

PAGE 5

DOSSIER



Entretien avec Sena Alouka, directeur exécutif de l'ONG JVE

« Le PND sert de point de ralliement pour le développement du Togo »

Aucun développement ne peut se faire sans une vision à court, moyen et long terme. C'est dans cette logique que notre pays le Togo s'est...

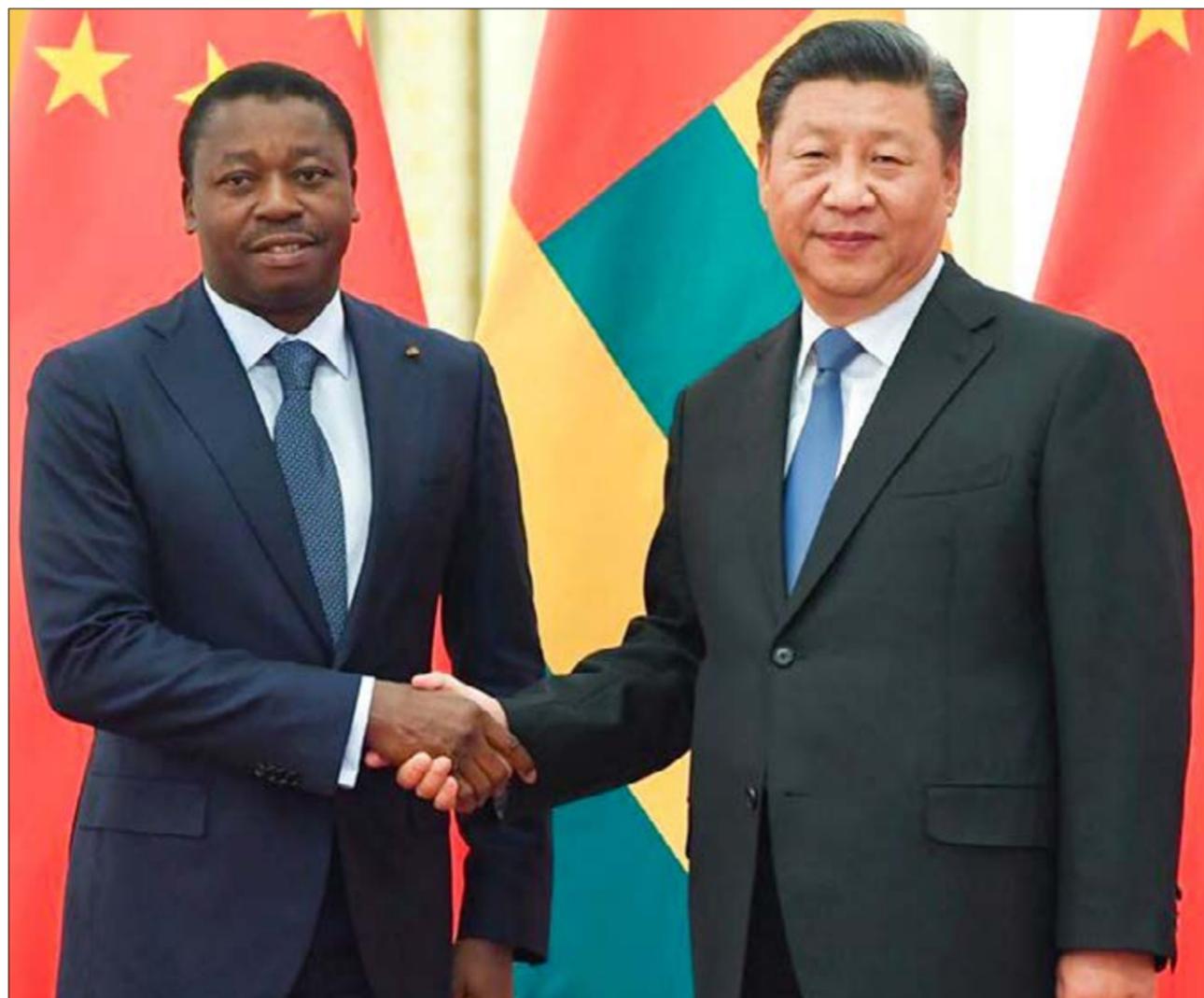
PAGES 6&7

Système de santé

Le CHU de Kara vient d'ouvrir son service de cardiologie

L'accès aux soins de santé de qualité pour tous continue d'enregistrer quelques avancées dans notre pays. ...

PAGE 11



Rencontre Faure Gnassingbé et Xi Jinping hier

Coopération renforcée dans plusieurs secteurs

Au cours de leur rencontre jeudi dernier, le président de la République togolaise Faure Gnassingbé et son homologue chinois xi-Jinping ont parlé de la coopération entre leurs deux pays. Le président chinois a fait part à Faure Gnassingbé des secteurs dans lesquels il aimerait renforcer la coopération avec le Togo.

PAGE 3

DERNIERES 24 HEURES

Les acteurs de la région Maritime s'approprient les orientations du PNPER

Des acteurs de la région maritime impliqués dans la mise en œuvre du Projet national de Promotion de l'Entrepreneuriat rural (PNPER) étaient hier en atelier d'orientation et d'appropriation du projet. C'était en présence du secrétaire d'Etat auprès de la présidence de la République, chargée de l'Inclusion financière, Mme Mazamesso Assih. L'atelier d'hier à Tsévié a pour objectif d'amener l'ensemble des acteurs de la région maritime directement impliqués dans la mise en œuvre du PNPER...

PAGE 3

Opérationnalisation des Réformes
L'opposition va introduire un projet de loi, annonce Patrick Lawson

Que ce soit les militants du parti Union pour la République (Unir) ou ceux de l'opposition, tous affirment vouloir que les Réformes se fassent. Mais à chaque fois qu'il y a eu des tentatives...

PAGE 3



 <p>SOMMAIRE</p> <p>«L'Afrique et la Chine, amis et partenaires, adhérents d'un multilatéralisme éclairé et constructif»</p> <p>Chantal Nantcha Bonkouyè Ministre de l'Économie et du Commerce</p>	<p>RDC La Monusco écartée des préparatifs des élections</p>  <p>P4</p>	<p>Rapport 2018 des Nations unies... 496 mille personnes ont visité le Togo en 2017</p>  <p>P5</p>	<p>Cinéma Les identités culturelles au cœur du FestiC 2018 à Ouagadougou</p>  <p>P10</p>	<p>Festival cinématographique Les « indésirables » au cœur des Rcb</p>  <p>P10</p>	<p>Coopération sino-togolaise Il nous revient de saisir les opportunités qui s'offrent au pays</p>  <p>P11</p>
--	--	---	--	--	--

Législatives du 20 décembre

Le MJU en ordre de bataille !

Le Mouvement des Jeunes Unir (MJU) a tenu hier en fin de journée, une rencontre d'échanges et de partage avec la jeunesse membre du parti. Objectif de cette rencontre, partager avec les jeunes, les nouvelles orientations du parti pour la jeunesse et conditions d'éligibilité pour les primaires des prochaines élections législatives.

C'est parti pour le 20 décembre prochain ! Le parti Union pour la République pose déjà les jalons pour sa « victoire prochaine » aux législatives. Le socle de la mobilisation se pose dans le cadre des rencontres unies qui sont une occasion de formation des membres du parti. La rencontre s'inscrit dans le cadre des « rencontres unies » initiées depuis l'instauration du mouvement en décembre dernier à Mango dans l'extrême nord du Togo. Plus qu'une simple rencontre, le rendez-vous d'hier jeudi était un séminaire de renforcement des capacités des jeunes sur les nouvelles orientations du parti en faveur de la jeunesse togolaise.

Les « rencontres unies » tenues dans les locaux de la Blue zone de Cacaveli ont connu notamment la participation de plusieurs cadres jeunes du parti au rang desquels Noël De Poukn, le délégué en charge de la mobilisation électorale, Mey Gnassingbé celui de la coordination préfectorale et de Mme Assih Mazamèso, la secrétaire d'Etat auprès de la présidence de la République en charge du secteur informel et de l'inclusion financière.

Les premiers responsables du MJU ont tenu en haleine l'auditoire sur les nouvelles réglementations et orientations du parti en matière d'éligibilité aux candidatures du parti pour



Les officiels à la table d'honneur

les prochaines échéances législatives du décembre prochain.

« 2020 part à partir de cette année », n'ont cessé de clamer, les officiels qui ont pris part à la rencontre d'hier. Pour le mouvement des Jeunes Unir, « les jeunes doivent se manifester car les candidatures ont été ouvertes à eux ». Une séance pratique de renforcement des capacités

de ces derniers a été tenue à travers des communications sur « la vie parlementaire et le rôle d'un député ». Le but de cette formation est de préparer les « consciences » des futurs leaders du parti sur les pratiques parlementaires sur une « victoire écrasante, sans appel et qui ne souffre d'aucune contestation ».

Prosper Awih

Est-Mono

Don de table-bancs au CEG de Kpessi

Le chef canton et roi des Kpessi, sa majesté Akouvi Edem Ari Soumbo-Akotia II a fait un don de table-bancs au Collège d'Enseignement Général de Kpessi à l'occasion du deuxième anniversaire de son intronisation. Elle a eu lieu le vendredi 16 août et a été présidée par le secrétaire du chef canton, Loko Komi qui a remis cinquante table-bancs au directeur dudit CEG, Kinao Patoubyè. Ce don vient combler les attentes des enseignants et des élèves qui vont désormais travailler dans de bonnes conditions.

Tandjouare / Doufelgou

Carte scolaire

Les acteurs impliqués dans le secteur éducatif notamment les décideurs et partenaires du système éducatif de la préfecture de Tandjouaré et Doufelgou ont été sensibilisés les 27 et 28 août 2018 sur l'importance de la carte scolaire. Organisé par le ministère des Enseignants primaire, Secondaire et de la Formation professionnelle à travers la Direction de la Planification de l'Éducation et de l'Évaluation (DPEE) C'est une occasion de sensibilisation des acteurs sur le projet « carte scolaire » afin d'avoir leur adhésion pour la mise en place de ce processus inscrit dans la politique.

Agou

Sensibilisation de la population de Kati sur les avantages de l'utilisation des semences certifiées

Des populations et entrepreneurs agricoles du canton de Kati à l'est de Gadzépé ont été sensibilisés le mercredi 29 août 2018 sur l'importance et les avantages de l'utilisation des semences.

Initié par le Mouvement Alliance Paysanne du Togo (MAPTO) avec l'appui financier du ministre de

l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, cette rencontre vise à contribuer à la productivité agricole par l'intensification durable des systèmes pour

favoriser la croissance agricole pour le bien-être des producteurs. L'objectif est d'accompagner et permettre aux organisations de producteurs agricoles (OPA) de développer et diffuser des technologies en vue d'améliorer la productivité agricole.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacaveli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES 24 HEURES

...à s'approprier les nouvelles orientations du projet.

Les participants, une fois l'atelier terminé, devront à leur tour partager avec les acteurs régionaux, les nouvelles orientations du PNPER afin de leur permettre d'avoir une même compréhension des nouveaux mécanismes et

contribuer efficacement à la mise en œuvre du projet. Cela en plus de plusieurs autres mesures prises sous l'impulsion du chef de l'Etat devrait contribuer, selon le secrétaire d'Etat Mme Assih, à « aboutir à des résultats concrets ». Lancé en février 2015, le PNPER, deuxième projet cofinancé par le FIDA au Togo, après la reprise de sa coopération avec

le pays, a connu un important retard dans sa mise en œuvre, du fait notamment de la complexité de son dispositif opérationnel et de la lenteur connue dans la mobilisation de l'équipe de projet et des prestataires de services.

Le PNPER se propose de contribuer à la transformation progressive et durable

de l'économie rurale togolaise à travers l'appui et la promotion des micros et petites entreprises rurales en amont et en aval, des filières agricoles. Son but est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, en particulier pour les jeunes et les femmes, à travers le développement de

l'entrepreneuriat rural, créateur d'emplois rémunérateurs et durables pour les jeunes au niveau local.

L'atelier d'hier jeudi fait partie d'un programme national d'appropriation des nouvelles orientations du projet. L'étape de Lomé s'est déroulée du 22 au 24 août dernier.

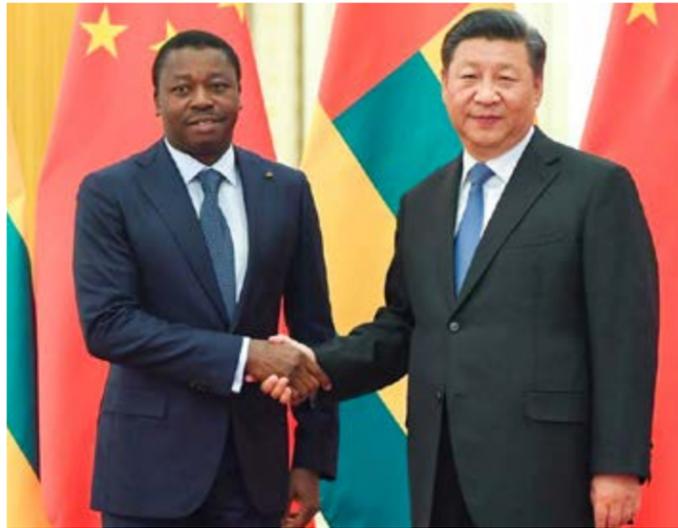
Rachidou Zakari

Rencontre Faure Gnassingbé et Xi Jinping hier Coopération renforcée dans plusieurs secteurs

Au cours de leur rencontre jeudi dernier, le président de la République togolaise Faure Gnassingbé et son homologue chinois Xi Jinping ont parlé de la coopération entre leurs deux pays. Le président chinois a fait part à Faure Gnassingbé des secteurs dans lesquels il aimerait renforcer la coopération avec le Togo.

Le grand quotidien national de Chine CHINADAILY a consacré un article sur la rencontre entre les deux chefs d'Etat dans ses colonnes. Selon le journal chinois, Faure Gnassingbé a eu un tête-à-tête jeudi dernier avec le président chinois. «

La Chine souhaiterait renforcer la coopération dans les ports maritimes, l'agriculture, l'électricité et les infrastructures. La Chine souhaite que le Togo participe de manière proactive au projet une ceinture et une route », a indiqué M. Xi, ajoutant que la



Faure Gnassingbé lors de son entretien avec Xi Jinping

coopération entre les deux pays devrait être renforcée pour inclure les investissements, la

construction... », écrit CHINADAILY qui cite le président Xi Jinping. Faure Gnassingbé a pour sa part remercié son hôte pour « le succès du récent sommet du FOCAC » et salué les initiatives en faveur de l'Afrique.

A l'issue de la rencontre, les deux dirigeants ont assisté à la cérémonie de signature d'un memorandum d'entente.

TogoMatin

Opérationnalisation des Réformes

L'opposition va introduire un projet de loi, annonce Patrick Lawson

Que ce soit les militants du parti Union pour la République (Unir) ou ceux de l'opposition, tous affirment vouloir que les Réformes se fassent. Mais à chaque fois qu'il y a eu des tentatives dans ce sens, on a assisté à des blocages. Alors, à un moment, les Togolais n'y croient plus. Mais aujourd'hui, avec l'intervention de la Cedeao, les choses pourraient aller dans la bonne direction. Patrick Lawson, premier Vice-président de l'Alliance nationale pour le Changement (ANC) et député, a annoncé hier qu'un projet de loi est en préparation dans ce sens dans les rangs de l'opposition.

Que les politiques le veuillent ou pas, les Réformes doivent se faire. La Cedeao dans sa feuille de route, a été clair. Réaliser les Réformes à l'Assemblée nationale, ou le cas échéant, aller au référendum. Tout cela n'est pas tombé dans les oreilles de sourds. D'ailleurs, il y a deux jours, Gilbert Bawara, représentant du gouvernement au dialogue inter-

togolais, a déclaré que les Réformes vont se faire et ce avant les élections législatives et le prochain sommet de la Cedeao. Il n'y a donc plus de doute à se faire.

La sortie de Patrick Lawson hier, est-elle une façon de dire que cette fois-ci nous allons trouver un terrain d'entente pour réaliser les Réformes ? Ce qui est sûr, c'est que selon le bras droit de Jean-

Pierre Fabre, un projet de loi sera soumis dans les jours à venir. « en ce qui concerne les députés de l'opposition, nous sommes en train de reprendre une proposition de loi qu'on avait déjà déposée en l'actualisant, en tenant compte de la situation actuelle et des réalités de la feuille de route », a-t-il déclaré.

C'est plutôt une bonne nouvelle, et l'opposition



Patrick Lawson

a tout intérêt à continuer dans ce sens. Parce que c'est eux qui sont demandeur, même si cela ira dans l'intérêt de toute la nation. Le pouvoir a déjà plus d'une fois manifesté sa volonté de réaliser les Réformes. Espérons donc que cette fois, ce sera la bonne. Et visiblement, l'opposition a envie d'y aller. « Il faudrait

donc que cela se fasse rapidement et dans le cadre d'un dialogue et ce dialogue nous l'attendons », s'est exprimé M. Lawson. Le peuple togolais a le regard tourné vers les politiques qui ne doivent plus laisser les questions de personnes bloquer encore une fois la réalisation des Réformes.

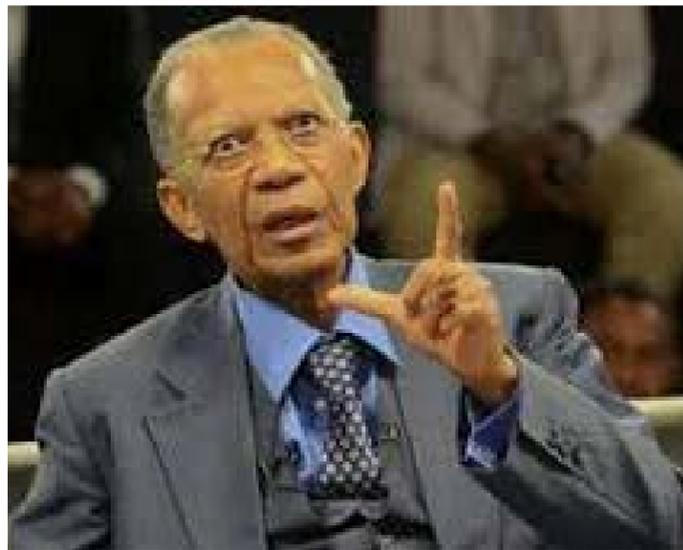
Madagascar / Présidentielle 2018**Ratsiraka, l'ancien président malgache exige le report du scrutin**

C'est en direct sur un plateau d'une chaîne de télévision et de radio privées qu'il a posé ses exigences. Au moment où le vieux Didier Ratsiraka, 82 ans, égrenait fièrement le chapelet de ses prouesses quand il était président, il a profité pour poser selon lui, les conditions pour que le pays retrouve une véritable réconciliation.

« Je demande instamment le report clair et net des élections et la refondation et la réconciliation nationale avant tout mouvement ». Pour celui qui a été par deux fois président de la République, le diagnostic est clair et sans appel. Avançant des raisons de fiabilité de la Commission électorale nationale indépendante et l'omnipotence de la Haute Cour constitutionnelle,

Ratsiraka estime que cette dernière a des pouvoirs qu'il faudra revoir. « Ce n'est pas à la HCC de dicter au président de la République ce qu'il doit faire. Ce n'est pas à la Haute Cour constitutionnelle de dicter sa conduite au Conseil d'Etat. Ce n'est pas la HCC qui est compétente pour donner des ordres à tout le monde », affirme-t-il. Didier Ratsiraka critique vertement les règles de la

prochaine présidentielle qu'il estime être mal préparée. Pourtant, c'est en toute connaissance de cause que Didier Ratsiraka s'est porté candidat le 21 août dernier. « Ne pas le faire aurait été de la non-assistance à pays en danger », affirme-t-il très sérieusement. Officier de marine de carrière, Didier Ratsiraka, surnommé « l'Amiral rouge » a été deux fois président de la République Malgache,

**Didier Ratsiraka**

la première fois de 1975 à 1993 et la seconde fois de 1997 à 2002.

Homme politique ayant participé aux négociations sous l'égide de l'Union africaine en vue de mettre en place un gouvernement d'union

nationale qui a finalement échoué en 2009, Didier Ratsiraka a été candidat à l'élection présidentielle de 2013, sans pour autant participer au scrutin, sa candidature ayant été rejetée.

T.M.**RDC****La Monusco écartée des préparatifs des élections**

Kinshasa a été claire : la Monusco n'est plus associée aux préparatifs logistiques des élections. La RDC souhaite se passer de l'appui de la Mission onusienne pour organiser les élections prévues en décembre prochain. Pourtant, le Conseil de sécurité maintient son enveloppe pour cette tâche, espérant que le pays revienne sur sa décision.

**Les soldats de la Monusco en RDC**

Pour le Conseil de sécurité, l'enveloppe financière des 80 millions de dollars est maintenue pour le cas où au dernier moment, Kinshasa la réclame. Mais sur le terrain, la collaboration semble bien plus difficile que d'habitude. Il y a d'abord ces 24 avions et hélicoptères qu'a loués la Monusco en vue des élections, mais dont la plupart sont toujours coincés à Entebbe, en Ouganda. Depuis mi-août, selon une note verbale du ministère des Affaires étrangères consultée par RFI, « toutes les opérations aériennes de la Monusco en rapport avec le processus électoral » sont soumises à « avis préalable ». Actuellement, seuls 2 appareils sur les 24 ont obtenu une autorisation, et uniquement

pour appuyer la RDC dans sa lutte contre l'épidémie d'Ebola. Idem pour le hangar que la Monusco souhaitait installer temporairement à l'aéroport de Kinshasa pour y « entreposer du matériel électoral ». Le courrier de demande de la Monusco envoyé il y a un mois est resté sans réponse.

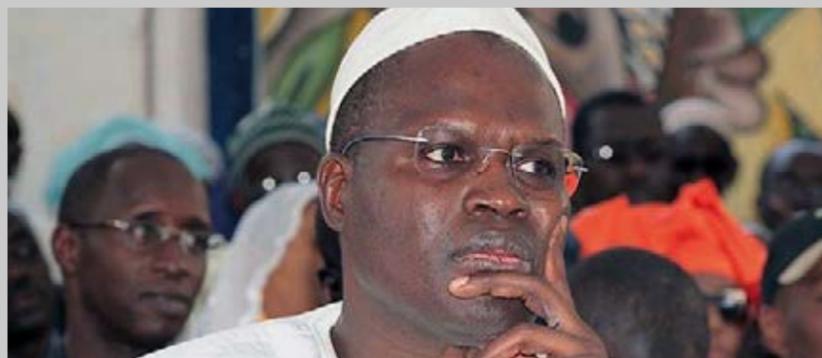
Mais c'est surtout « l'absence de communication » entre la Monusco et la Commission électorale nationale indépendante (Céni) qui inquiète dans les couloirs de Nations Unies.

Les quelque 200 employés - logisticiens et planificateurs - affectés par l'ONU pour appuyer la Céni dans tout le pays continuent de se déployer, mais disent avoir de plus en plus de mal à accéder aux informations sur l'état d'avancement de la préparation des élections.

« Tout est verrouillé et opaque », déplore une source onusienne qui s'inquiète. « Sans cette visibilité nous sommes incapables de faire des projections », déplore-t-elle. « La communication n'est pas rompue », répond le vice-président de la Céni, Norbert Basengezi. « Le gouvernement a pris une option et nous la mettons en œuvre », explique-t-il.

T.M. et Rfi.fr**Sénégal****La Cour de cassation et la Cour suprême se plancheront sur le cas Khalifa Sall**

Le désormais ancien Maire de Dakar ne désespère pas. Condamné en appel à cinq ans de prison pour escroquerie sur des deniers publics, l'opposant a décidé de se pourvoir en cassation. Ses avocats ont également annoncé qu'ils lançaient une autre procédure devant la Cour suprême contre le décret pris par le président Macky Sall.

**Khalifa Sall**

Même si les espoirs sont assez minces pour Khalifa Sall, ses avocats veulent aller jusqu'au bout. Devant les dernières instances judiciaires du pays, les avocats de l'ancien édile de Dakar essayeront de casser la décision de la Cour d'appel confirmant la peine d'emprisonnement, et auprès de la Cour suprême, ils tenteront de faire annuler le décret qui a relevé leur client de ses fonctions de Maire de la plus grande commune du pays. Pour maître Demba Ciré Bathily, la procédure engagée contre leur client ne vise qu'une seule chose : empêcher Khalifa Sall d'être candidat à la prochaine présidentielle de février 2019. Pour preuve, l'avocat du député opposant pointe du doigt l'instruction menée selon lui, « au pas de charge ». « ...En moins

de deux mois, pour une affaire aussi grave, l'instruction était terminée et aujourd'hui ils vont essayer certainement de rééditer ça pour avoir une cassation extraordinaire », a-t-il affirmé, avant de renchérir « mais nous ferons face et allons également introduire d'autres recours sur le plan international » et « ce qui est certain, quelles que soient les manœuvres qui pourront être mises en œuvre, monsieur Khalifa Sall sera candidat à l'élection présidentielle, ce que toute machination politico-judiciaire a pour but d'empêcher ».

En attendant, l'Etat sénégalais peut dormir sur ses lauriers, car, selon maître Boubacar Cissé, la Cour de cassation dira le droit et c'est justement ce droit qui a été respecté par les juges du fonds.

T.M.

Rapport 2018 des Nations unies sur le tourisme 496 mille personnes ont visité le Togo en 2017

Dans l'édition 2018 de son rapport sur le tourisme dans le monde, l'Organisation des Nations unies pour le tourisme note une progression notable du secteur touristique sur le plan mondial l'année dernière. Selon l'institution onusienne en charge du tourisme, le continent africain, en dépit de l'augmentation du nombre de touristes et des recettes l'année dernière a fort à faire. Pour ce qui concerne le Togo, l'on note dans le rapport que 496 mille personnes, des touristes ont visité notre pays l'année dernière.

L'Afrique fait partie des destinations favorites dans le monde et c'est toujours le cas, selon le rapport. Les touristes ont été en effet nombreux, l'année dernière à faire le déplacement sur le continent. Si de part le continent, l'on note des disparités en termes de préférences touristiques (Afrique subsaharienne +6% des arrivées pour une hausse de 7% des recettes contre +15% et +10% pour respectivement les arrivées et les recettes pour l'Afrique du nord), l'Afrique reste toujours prisée avec un chiffre de visite en hausse



Itou Attigbey, ministre du Tourisme

permanente sur les 20 dernières années. De 1995 à 2018, l'Afrique est passé 18.7 millions de visiteurs à 62.7 millions. 63 millions de touristes sont arrivés en effet en Afrique l'année dernière,

selon la note de l'organisme onusien. Ce chiffre représente une hausse de 9% des arrivées en rapport à celui de 2016, ce qui est également estimé, en termes d'apport monétaire à 37 milliard de dollars soit

près de 20 mille milliard de francs CFA. Les recettes issues du tourisme l'année représentent ainsi une hausse notable 8 points de pourcentage, peut-on lire dans le rapport rendu public cette semaine.

Hausse de 46.7% au Togo

Notre pays n'est pas en marge de la croissance notable enregistrée dans le secteur touristique au plan continental. Depuis 2016, l'Etat a mesuré l'importance de la participation du secteur à la richesse nationale en dédiant spécialement un ministère en charge de la Promotion du tourisme. Depuis lors, des efforts qui ont été fournis en vue de faire de la destination Togo, une destination prisée, ont permis de booster le chiffres des arrivées un an après l'arrivée au poste du ministre lhou Attigbey. Dans son rapport, l'organisation des Nations unies en charge du tourisme note que les arrivées au

Togo de touristes dans les hôtels et établissements subsidiaires se chiffrent en 2017 à 496 mille personnes contre 202 mille en 2010 et 338 mille en 2016. Ces chiffres représentent une hausse de 46.7% entre 2016 et 2017 et traduisent une croissance consolidée du secteur sur plusieurs années.

Dans le rapport, il apparaît que le Togo dépasse de loin des pays comme le Burkina Faso (143 000 arrivées), le Mali (173 000 arrivées) mais loin derrière la Côte d'Ivoire qui a compté jusqu'à 1 800 000 touristes l'année dernière. Si en 2016 et en 2017, les données sur les recettes touristiques relatives au Togo n'ont encore été actualisées dans le tableau de l'organisme onusien, l'on sait néanmoins qu'en 2010, le tourisme a rapporté 66 millions de dollars soit, près de 34 milliard de francs CFA à l'économie togolaise.

Prosper Awih

934 nouvelles entreprises sur le marché togolais Que sait-on de la viabilité et de l'apport réel des entreprises créées en 2017?

Le nombre d'entreprises en création au Togo est en hausse permanente. Selon les derniers chiffres du Centre de Formalités des Entreprises (CFE), la création des entreprises a connu une forte croissance entre janvier et août 2018. Elles sont 934 à s'enregistrer et à se lancer sur le marché togolais. Les jeunes togolais s'intéressent de plus en plus à l'entrepreneuriat, mais combien réussissent vraiment à résister aux difficultés du monde entrepreneurial togolais qui, offre un marché de consommation restreint, où l'accès au financement un parcours de combattant et la concurrence des entreprises étrangères très rude !

934 entreprises de plus sur le marché togolais ! C'est énorme, se réconfortent les autorités togolaises en charge de l'amélioration du climat des affaires dans notre pays. Les agents économiques et les investisseurs, étrangers comme nationaux, trouvent, de fait, de bonnes opportunités d'affaires sur le marché togolais. Selon les données du CFE, le nombre de sociétés créées dans le courant de ce mois d'août dépasserait de loin, celui de l'année dernière à la même période : seulement 716 entreprises ont été créées à cette époque.

Créer, c'est bien, mais c'est encore mieux pour l'Etat, si ces entreprises étaient « viables » et contribuaient significativement à la croissance de l'économie togolaise. Si, depuis plus de



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

deux ans maintenant, l'Etat togolais se réjouit d'œuvrer pour l'amélioration du climat des affaires, dans la création d'entreprises notamment, les chiffres sur la participation réelle de ces entreprises à l'économie sont encore méconnus du grand public. Sont-elles viables, existent-elles au-delà de leur enregistrement au CFE ? Combien d'emplois ont-elles créées depuis les

efforts d'amélioration du climat des affaires dans notre pays ?... De fait, c'est depuis 2016 et bien avant, que le gouvernement s'est engagé dans l'amélioration du climat des affaires en opérant plusieurs réformes en matière des finances publiques. Allègement du taux d'imposition des entreprises à travers une baisse d'un point, du

taux de l'impôt sur les sociétés, baisse des tarifs d'enregistrement pour la création d'entreprises le tout couronné par des mesures en faveur des jeunes et femmes entrepreneurs à qui, les vannes des marchés publics seront désormais ouvertes. Selon les chiffres rendus public il y a quelques mois par la cellule climat des affaires, le nombre d'entreprises nouvellement installées dans notre pays a fortement bondi au cours des six premiers de l'année 2018. « Cette année pourrait être une année record en matière de création d'entreprises au Togo » a informé la coordination de la cellule climat des affaires dans son rapport en date de juillet dernier.

Dans sa note, la cellule climat des affaires informait en effet qu'au premier semestre 2018, près de 5 500 nouvelles entreprises ont vu le jour sur le sol togolais. En confrontant les données avec celles de l'année dernière, la cellule climat des affaires révèle que ce sont au total 4 638 nouvelles entreprises qui ont pris corps au Togo, représentant une hausse de 16.3%.

Selon le rapport, la progression du nombre

d'entreprises est tirée par une « augmentation sensible des Sociétés anonymes à responsabilité limitée (SARL) ». Au Centre de Formalité des Entreprises par exemple, la coordination de la cellule climat des affaires relève qu'au premier semestre de cette année, le taux de création des SARL s'est dédoublé pour tabler à 102.8% avec 1 308 nouvelles SARL contre 645 au cours des six premiers mois de l'année 2017. Mais sur le terrain, à quel taux ces entreprises ont-elles participé pour la réduction du chômage au Togo ? Quelle a été leur contribution aux ressources de l'Etat pour l'année fiscale 2017 et quelles en sont les projections pour 2018 et 2019 ? Au-delà des annonces sur l'attractivité de l'économie togolaise caractérisée par un « bouillonnement » de son secteur privé, il est nécessaire pour les pouvoirs publics de préciser la contribution réelle de celui-ci depuis la mise en œuvre des réformes fiscales en vue d'élaborer un suivi. Ceci permettrait à l'Etat de savoir si ces concessions en matière de baisse d'imposition se traduisent par une augmentation du revenu des populations, une hausse des emplois etc.

Prosper Awih

Entretien avec Sena Alouka, directeur exécutif de l'ONG JVE

« Le PND sert de point de ralliement pour le développement du Togo »

Aucun développement ne peut se faire sans une vision à court, moyen et long terme. C'est dans cette logique que notre pays le Togo s'est toujours doté de documents stratégiques, visant à orienter les actions en faveur de son développement. Pour la période 2018-2022, le gouvernement vient d'adopter le Plan national de développement (PND) un document qui contient les différents axes sur lesquels le pays compte converger les énergies. Et pour une fois, l'inclusion est au rendez-vous. Gouvernants, société civile, secteur privé, s'y sont mis ensemble. Quelle appréciation faut-il faire de la démarche ? Comment analyser le nouveau plan de développement ? Quelles sont les conditions nécessaires à la réalisation du PND ? Sena Alouka, directeur exécutif de l'ONG Jeune volontaire pour l'environnement (JVE), répond à toutes ces questions dans cet entretien qu'il a accordé à Togo Matin.



Sena Alouka

Togo Matin : Le gouvernement vient d'adopter le Plan national de développement (PND), pourquoi est-ce important ?

Sena Alouka : Un adage populaire dit « les forces du vent ne se mettent en complicité qu'avec le voilier qui sait là où il va ». Il est important que chaque pays puisse définir son avenir sur le court et le long terme. Ceci dans un triple souci : profiter des opportunités qui s'offrent, permettre une meilleure gestion des ressources, pouvoir amoindrir les éventuels risques. C'est dans ce contexte que nos pays ont toujours eu des plans de développement.

En matière de développement, pouvez-vous nous retracer le parcours du Togo ?

Sena Alouka : On a connu dans les années soixante-dix, les plans d'ajustements structurels. Bien que ce fût une initiative de la Banque mondiale, cela ressemble de près au PND d'aujourd'hui. Plus récemment, il y a eu le Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) ; DSRP-intérimaire, DSRP-complet. Après on est passé à la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (Scape) à l'ère des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Aujourd'hui où nous sommes à l'ère des Objectifs du développement durable (ODD), il convient que le pays puisse aligner ses stratégies de développement sur l'agenda mondial que constituent les ODD. Nous trouvons donc

assez salubre cette décision du Togo, d'élaborer ce nouveau plan de développement. Nous estimons que c'est un bon départ pour le pays. Toutefois, il reste un chemin important à faire.

Le PND s'arrête en 2022. C'est un choix stratégique que nous saluons. Mais il manque une vision globale sur le long terme pour que le tableau soit complet. Le Togo entre-temps faisait un bon travail de prospective avec le professeur Kako Nubukpo. Ce travail doit être poursuivi pour que nous ayons une vision globale sur le long terme.

C'est une référence, il fixe les grands engagements de l'Etat. Cela ne veut pas dire que si un acteur de la société civile, du secteur privé ou l'Etat lui-même identifie une niche importante l'année prochaine pour développer le Togo et que ce ne soit pas une orientation du PND, on ne doit pas y investir.

Il reste encore des défis importants à relever pour le développement du pays, mais, pour l'instant on les laisse de côté pour la prochaine période. D'ailleurs, il existe dans le PND, plusieurs ouvertures pour permettre aux acteurs de se



Remise du rapport alternatif des OSC sur l'état de mise en oeuvre des ODD au premier ministre

Pour le chef du gouvernement, le PND est désormais le point de convergence de toutes les politiques de développement. Croyez-vous en cet engagement ?

Sena Alouka : On entend par convergence, le fait que toutes les activités concourent à un seul objectif. Le PND sert de point de ralliement pour le développement du Togo.

servir de toute opportunité qui se présenterait. Nous croyons donc à cet engagement.

Comment percevez-vous cet engagement de l'autorité ?

Sena Alouka : On a vu toute l'implication du président de la République, du gouvernement comme un seul homme, de la société civile mais aussi du secteur privé. Cela a favorisé



Le PM Komi Sélom Klassou accompagné du Prof Lopes

le côté marketing du plan. Donc l'engagement, la volonté est là. Maintenant, est-ce qu'on va se donner les moyens pour que cette volonté politique se concrétise ? Est-ce qu'on va laisser suffisamment d'espace pour que les acteurs non étatiques puissent également contribuer à la mise en œuvre de ce PND ?

Est-ce qu'on est prêt à accepter le changement de paradigme qu'imposent les ODD ? Parce que le développement se fait par le bas et non par le haut. Le PND exige l'implication de tous les acteurs. Les ODD sur lesquels s'aligne le PND,

l'autorité dans l'élaboration du PND est maintenue et améliorée, si la politique de mobilisation des ressources internes à laquelle nous appelons tant reçoit un écho favorable auprès des autorités (lutter contre la corruption et l'évasion fiscale, séduire la diaspora pour que ses transferts puissent aller vers le développement), il n'y a pas de doute que les choses se feront d'elles mêmes. Les conditions de vie des populations s'amélioreront.

Comment appréciez-vous l'ouverture du gouvernement



Membres du gouvernement et autres participants au séminaire national sur le PND (Archive)

demandent ce changement de paradigmes : l'inclusion (ne laisser personne de côté), l'universalité, la synergie dans les actions gouvernementales.

Quelles sont les conditions favorables à la réalisation du PND selon vous ?

Sena Alouka : Si l'esprit qu'impose l'agenda 2030 est respecté (parce que l'agenda 2030 va au-delà des ODD), si le PND tel que défini avec tous ses axes suit sa logique, si l'ouverture manifestée par

à l'endroit de la société civile?

Sena Alouka : Il faut être aveugle pour ne pas reconnaître qu'il y a eu d'énormes avancées. Ce n'était pas dans les pratiques et tout le monde a dû apprendre. Notamment une nouvelle société civile qui s'organise et s'intéresse davantage aux questions de développement, qui mobilise, participe aux réunions, et qui sans demander un seul franc, se retrouve, élabore son document, fait des soumissions. Donc, c'est une nouvelle culture, aventure.

Il faut reconnaître que le gouvernement a affiché un très bon comportement dans ce sens. Mais il faut aussi affirmer que nous, nous sommes imposés parce que les ODD donnent l'opportunité aux acteurs de prendre en charge leur développement. Il y a eu une mobilisation spontanée et volontariste de notre part. La société civile a même été associée à l'élaboration du rapport de mise en œuvre des ODD au Togo.

Nous avons ajouté des phrases et des images. Tout cela fait plaisir. A notre retour, le

nouveaux engagements du PND. Espérons que notre contribution sera effectivement prise en compte lorsqu'on fera le suivi et l'évaluation. Dans ma culture on dit, « quand on répond à un appel, on ne se cache plus ». Donc notre engagement reste total.

Quelles sont vos attentes en ce qui concerne le processus qui est en cours ?

Sena Alouka : Nous voulons voir véritablement le développement quitter la Marina vers les bureaux des



Le PND, un programme ambitieux

Premier ministre a rassemblé tous les acteurs pour discuter de comment on met en œuvre le PND. Et la société civile a été associée à l'ensemble de ces rencontres. Une nouvelle aventure d'amour s'établit ainsi progressivement entre acteurs étatiques et non étatiques.

Comptez-vous participer à la mise en œuvre du PND ?

Sena Alouka : Au niveau de la société civile, il faut dire que nous sommes en avance, parce que dès la fin des OMD, nous nous sommes assis pour voir comment intégrer le nouvel agenda dans nos plans d'action. Et ceci avant l'adoption du PND. Des ONG ont vulgarisé des centaines de documents de l'agenda 2030 au Togo. Certains ont formé les collectivités territoriales. D'autres sont allés vers les étudiants, les femmes, les parlementaires. Maintenant que le PND est venu, nous continuons ce travail en puisant sur l'ouverture qu'offrent les

municipalités. Entendez par là la décentralisation. Nous avons l'espoir que le nouveau schéma de développement qu'imposent les ODD, sera accepté, intégré et suivi. Pour que le PND se réalise, il faut qu'il soit diffusé. Il faut vulgariser le contenu du plan pour que chaque communauté puisse voir sur quel axe elle peut se positionner.

Il faut véritablement aller vers la décentralisation et les élections locales pour que les élus locaux s'occupent des problèmes qui se posent au niveau de la base. Il faut de la cohérence. Aligner les politiques avec le PND. Arrêter le travail périphérique, la dispersion des énergies. Face aux nouveaux défis qui se posent, il faut innover. Faire du PND autrement, en faire un business plan, créer des entreprises, faire face au changement climatique, à la dégradation de la biodiversité. Enfin, l'inclusion, garder la porte ouverte.

Pharmacies de garde de Lomé du 03 au 10 / 9 / 2018

St ANTOINE	Av. libération	22 21 29 64
Ste RITA	Doulassamé	22 20 90 16
KPEHENOU	Bd H.BOIGNY	22 21 32 24
DES APÔTRES	Akodessewa	22 27 11 98
OCAM	Rue de l'ENTENTE	22 21 62 05
KODJOVIKOPE	Av. Duisbourg	22 21 89 90
AMITIE	(SOTED)	22 21 74 47
BON SECOURS	Cassablanca	22 45 76 74
ROBERTSON	Nyékouakpoè	22 22 28 41
PROSPERITE	Bd Eyadéma	23 38 84 25
PEUPLE	NUKAFU	22 26 84 22
LE JOURDAIN	Tokoin Wuiti	22 61 56 14
BAH	Hedzranawé	22 26 03 20
St PIERRE	Sagboville	22 26 19 73
MAWULE	Bè-Kpota	22 27 11 21
LE PROGRES	Ahadji kpota	22 35 86 55
BETHEL	Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Adidogomé	22 51 75 75
HOSANNA	Sagbado	92 53 50 00
DU POINT E	Djidjilé	22 51 91 71
LE GALIEN	Adidoadin	22 51 71 71
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN,	22 51 63 30
St JOSEPH	BE KLIKAME	22 25 74 65
NABINE	Agoè Anomé	93 36 26 26
VOLONTAS DEÏ	Avédji,	70 42 23 60
VITAFLORE	Agoè Vakposito	70 40 22 86
AGOE-NYIVE	Agoè-Nyivé	22 25 83 38
ESPACE VIE	Agoè Logopé	99 85 89 07
CHARITE	CEG d'Agoè-Nyivé	22 25 12 60
LA MAIN DE DIEU	AGOE	93 40 21 21
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito,	70 42 34 64
VERSEAU	Baguida	22 27 34 53
HYGEA	Baguida	99 27 36 36

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékouakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékouakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
GYM FILLO»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
 (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA
 (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscais), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Les Lois de Murphy

- * "Si quelque chose peut échouer, c'est sûr qu'elle échouera!"
- * "Rien n'est aussi simple qu'il paraît l'être!"
- * "Tout coûte plus d'argent que vous n'avez réellement!"
- * "Si vous expliquez quelque chose, très clairement, de façon à ce que tout le monde comprenne, il existera toujours une personne qui n'aura pas compris!"

Planification de Projet B.6

Blagues du jour

J'ai rendu visite à un de mes amis un jour à midi. Sa femme m'a servi à manger avec beaucoup de viande, par contre leurs enfants n'avaient que des oignons émincés et des tomates sur leur repas.

Après le repas, j'ai demandé à mon ami pourquoi on m'avait servi beaucoup de viande et pas à ses enfants...

Le gars me dit : " qu'est-ce que tu veux que je fasse? ils disent qu'ils n'aiment pas viande de lézard !

Un garçon était parti manger chez sa copine. La pluie commença à tomber et sa belle mère lui dit : " tu ne peux pas retourner à la maison, tu passeras la nuit ici chez nous car il y a la pluie". Le garçon était au anges. Quelques temps après, le petit garçon à disparu. On l'a cherché partout rien du tout. Après 30min il arriva tout mouillé, on lui demande d'où viens-tu ? il répond : "je viens de notre maison pour informer mes parents qu'aujourd'hui je ne passerai pas la nuit là-bas car la pluie m'a surpris ici.

Un gars oublia de remonter la fermeture de son pantalon après avoir fait pipi. Une fille constate et lui dit poliment: SVP Monsieur votre garage est ouvert. Le gars sourit en tirant la fermeture et dit : Tu as vu ma grosse pajero noire garée dedans ? La fille sourit et lui dit : Non, j'ai juste vue une petite moto Suzuki avec 2 vieux pneus aplatis....

Bénéfice de quelques fruits et légumes

BANANES

- Protégez votre cœur.
- Renforcer les os.
- Contrôle de la tension artérielle
- Bloquer la diarrhée.

DES HARICOTS

- Empêcher la constipation.
- Aidez les hémorroïdes.
- Abaisser le cholestérol.
- Combattre le cancer.
- Stabilisez la glycémie.

Photo du jour



Légendez et commentez cette photo



7 SEPT. / 20H00 | 2000 & 3000 FCFA | SCÈNE DE L'IFT - LOMÉ
SANS REPERES de la Compagnie Tchetché

NIKAALA est une plate-forme de valorisation des œuvres artistiques et culturelles féminines. Ce festival de danses initié par l'association SIKOTA de la danseuse Germaine SIKOTA, lauréate visa pour la création 2018, est un cadre de réflexion et d'expression des créations chorégraphiques féminines. Le forum prévu pour cette première édition est intitulé « Danse et Société ». Il ouvrira...



8 SEPT. / 10H30 | MEDIATÈQUE JEUNESSE | ENTRÉE GRATUITE - LOMÉ
Les mots s'animent : L'ogre Baborco

de Muriel Bloch Il y a longtemps en Sardaigne, un ogre vivait dans les parages d'un petit village. Il s'appelait Baborco. C'était un ogre énorme et il dévorait tout sur son passage. Marche que je te marche c'est au tour de Pietrino de lui apporter des gnocchis...



8 SEPT. / 6 OCT. - LOMÉ
Atelier Culturethèque

Culturethèque est la bibliothèque numérique du réseau culturel français à l'étranger. Riche de presque 200 000 ressources, elle propose, depuis n'importe quel endroit disposant d'une connexion Internet l'accès à la presse française et étrangère, aux derniers prix littéraires francophones, à des documentaires et de la musique, des ressources en français langue étrangère, des jeux vidéo...



12 SEPT. / 20 OCT. - LOMÉ
Jouons !

Durant l'été, la médiathèque a fait le plein de nouveaux jeux de société. L'occasion de faire travailler ses méninges tout en passant de bons moments entre amis. Les 12 septembre et 17 octobre à 15h30 / Adolescents Les 26 septembre et 20 octobre 2018 à 15h30 / Jeunesse, à partir de 6 ans Médiathèque jeunesse...

Lire

« L'âme du monde » de Frédéric Lenoir. Ed Nil. 2012 Pp 74-75

« ...Nous sommes tous plus ou moins prisonniers de nos peurs, de nos pulsions, de notre caractère, de nos habitudes, de nos émotions. La plupart de nos actions et de nos choix sont mus par ces tendances qui nous dominent. Esclaves de nous-mêmes, nous sommes les seuls à pouvoir nous libérer de cette prison intérieure. Un sage prit la parole et dit : « Le début de la libération passe par la

connaissance de soi. C'est par une introspection, une fine observation de notre comportement, de nos réactions, de nos affleurements de nos émotions, que nous parvenons progressivement à nous connaître et à comprendre les causes profondes de nos actions. Travailler sur nous-mêmes, corriger nos réactions, modifier nos réflexes spontanés ou nos mauvaises habitudes demande effort et volonté. Mais c'est le prix à payer pour gagner notre liberté intérieure. Car l'homme qui ne se connaît pas est comme un aveugle. Il marche sans assurance et risque à tout instant de

heurter un obstacle ou de s'égarer. C'est pourquoi le commencement de la sagesse, c'est de tourner son regard vers soi-même et d'apprendre qui nous sommes, quels sont nos besoins, nos motivations, nos réactions, nos attirances et nos répulsions, nos habitudes, nos addictions, nos émotions les plus fortes et quelles en sont les causes. Comme le disait un ancien Maître de la sagesse : On ne naît pas libre, on le devient. Un sage prit la parole et dit : Un vieil homme à l'apparence misérable, mendiant sa vie, s'avancait dans les rues d'une ville. Personne ne lui prêtait attention. Un

passant lui dit avec mépris : "Que fais-tu ici? Tu vois bien que personne ne te connaît. L'homme pauvre regarda calmement le passant et lui répondit: Que m'importe? Je me connais moi-même, et cela me suffit. C'est le contraire qui serait une horreur : que tous me connaissent, et que je m'ignore. Un sage prit la parole et dit: « Se connaître soi-même permet d'apprendre à se maîtriser. Car à quoi sert à l'homme de dominer le monde s'il ne sait être maître de lui-même? La maîtrise de soi exige à la fois connaissance et volonté. Une fois l'obstacle intérieur reconnu, le moyen le plus simple pour

se transformer consiste à poser un acte significatif. Prenons l'exemple d'un homme qui a peur du noir. Il a compris que cette peur remonte à sa petite enfance, quand on le laissait seul dans sa chambre la nuit et que ses parents étaient hors de portée de sa voix. La prise de conscience de son handicap l'aidera à progresser, mais la guérison viendra de ses efforts pour vaincre sa peur. Ainsi commencera-t-il par rester un bref instant dans le noir total, en s'appuyant sur la conscience qu'il a aujourd'hui de l'absence de danger... »

Littérature africaine/Dédicace d'ouvrage

« Nécrose à Koufa » signé Etienne Gnomou

« *Nécrose à Koufa* », c'est le premier ouvrage du Burkinabè Etienne Gnomou. D'après un entretien accordé au site *Lefaso.net*, M. Gnomou veut à travers cette œuvre, sensibiliser les populations sur la décentralisation. La dédicace est prévue ce 7 septembre 2018.

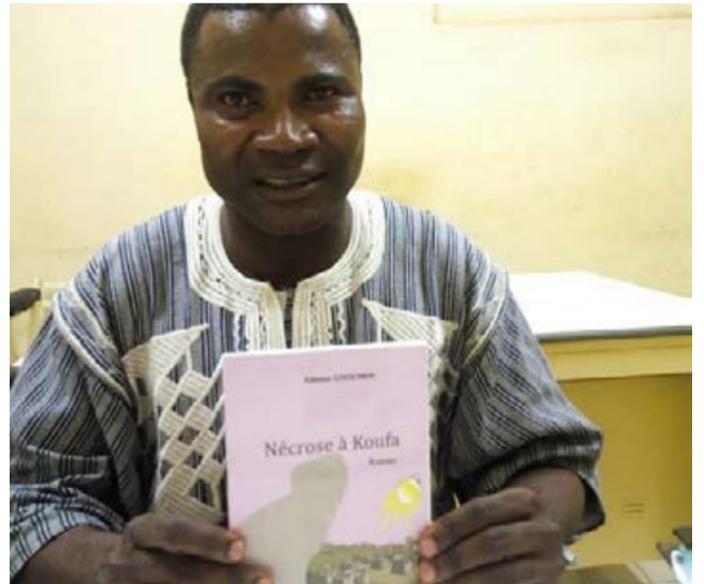
Pour l'auteur, « Nécrose » est un terme emprunté du lexique médical, venant de « Ncrosis » qui est la mort des cellules, des tissus. Par analogie, c'est la mort programmée, la déperdition ou l'effritement des valeurs culturelles à travers une nouveauté qui s'est installée dans le village de Koufa.

Trois objectifs majeurs sont poursuivis par Etienne Gnomou dans ce premier ouvrage qui édité à son propre compte. D'abord, l'auteur veut mettre en lumière les valeurs culturelles, et faire connaître au public un certain nombre des

valeurs sociales en voie de disparition. Ensuite, l'auteur estime également à travers son livre, communiquer sur la communalisation, outil de développement, de sorte à ce que les populations puissent s'approprier cette nouvelle forme de gouvernance qui doit être participative, pour impulser leur propre développement. Enfin, Etienne Gnomou cherche à dénoncer les tares de la société, parce qu'il y a des thèmes secondaires qui sont abordés dans cet ouvrage, à l'instar de l'infidélité, l'adultère, la mendicité, l'alcool, l'incivisme, etc.

Selon le synopsis, la communalisation a été mal négociée à Koufa. Elle a été plus ou moins imposée par le président de la République de Nakibou, une république imaginaire, et mise en œuvre par le préfet Alfred. Sinon, le schéma normal voudrait que ça passe par une participation active des populations à la base, et non une imposition, pour que les objectifs soient atteints.

Natif de Pompoï, Etienne Gnomou est titulaire d'une maîtrise en Lettres modernes de l'Université de Ouagadougou, d'un Master en éducation et formation, option Politiques



E. Gnomou montrant son oeuvre

sectorielles et Gestion des systèmes éducatifs, et d'un master II spécialisé en Management stratégique et opérationnel. Il est

inspecteur d'éducation de jeunes enfants au ministère de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation.

Nadia Edodji

Cinéma

Les identités culturelles au cœur du FestIC 2018 à Ouagadougou

La première édition du Festival des identités culturelles (FestIC) est prévue du 4 au 10 novembre prochain, à Ouagadougou, la capitale du Burkina-Faso. Ce festival entend promouvoir des films qui font découvrir des identités culturelles particulières, en relation avec l'Afrique. L'événement est sous l'égide du Cinéma Numérique Ambulant (CNA) Afrique.



« Identités culturelles en milieu urbain », tel est le thème retenu pour le premier acte de cet événement d'envergure culturelle. D'après les promoteurs, le FestIC s'inspire de l'expérience de la pratique du Cinéma Numérique Ambulant (CNA) en tant que structure de diffusion des cinémas d'Afrique en milieu rural africain.

L'objectif principal du festival est de contribuer à la promotion et à la sauvegarde des richesses culturelles en voie de disparition. Il s'agit également d'accroître le

niveau de connaissance des populations sur les valeurs et expressions culturelles de différentes communautés, de promouvoir l'oralité et les arts oratoires par l'image, de favoriser le dialogue interculturel entre les communautés, et de donner à voir des films de qualité au grand public.

« En révélant aux populations des cultures d'autres sociétés à travers les films diffusés, le CNA participe au rapprochement des peuples et suscite chez les gens l'envie de témoigner de leurs propres valeurs culturelles,

mais le dialogue culturel et la tolérance, pour une meilleure intégration africaine », précise le dossier de presse du FestIC.

Au programme de la première édition de cet événement qui se veut annuel, des réalisations et productions de films sur des communautés minoritaires identifiées, et des projections de films révélant le vécu et les richesses culturelles de différentes communautés. Ainsi, cette saison va s'intéresser à la communauté souleuse de tisserands, du village de Soulgo, au Burkina-Faso.

Un appel à films qui avait été lancé en mai dernier et clôt en fin août dernier, a permis la sélection des films qui sera communiquée, à une date ultérieure. Ces films sont venus de 23 pays différents d'Afrique, d'Europe et des Caraïbes. Notamment, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, France, Allemagne, Bénin, Togo... Le festival va décerner trois prix officiels à l'instar du Prix du meilleur film de fiction, du Prix meilleur documentaire et du Prix du public.

NE

Festival cinématographique Les « indésirables » au cœur des Rcb

Les Rencontres Cinématographiques de Bejaïa (RCB) se sont ouvertes, le week-end dernier à Algérie. Et tout au long de ce festival, il a été question de migrations. Ainsi, un documentaire et une fiction suisse pour un thème a longuement parlé au public algérien.



Dans ce documentaire français, il y a un camp de bâches qui abrite des milliers de personnes en route vers l'Angleterre. On y joue au cricket, on y fait voler des cerfs-volants, mais en arrière-plan, il y figure une immense barrière et des voitures de police : la frontière. Elisabeth Perceval et Nicolas Klotz filment le quotidien dans la jungle de Calais. Un documentaire de 3h40 min qui veut montrer la vie de ceux qui sont « indésirables ». « Le film donne la parole à ceux qui ne l'ont pas, dont la présence serait interdite. Disons que c'est une présence physique, parce qu'on les voit, et effectivement à travers leurs paroles, ils s'adressent à nous », a précisé Elisabeth Perceval.

Quant à la fiction suisse, Fortuna de Germinal Roaux relate l'histoire d'une jeune migrante éthiopienne accueillie dans une communauté religieuse suisse.

Tout au long de ces rencontres cinématographiques de Bejaïa, plusieurs films sur les migrations ont été projetés. « Les Calais, il y a en partout, partout dans le monde, et en Algérie, à Bejaïa. Forcément, on est interpellé par cette question », a constaté Abdenour Hochiche, un organisateur du festival.

Nadia

Coopération sino-togolaise

Il nous revient de saisir les opportunités qui s'offrent au pays

La coopération entre la Chine et l'Afrique qui est train de se renforcer actuellement à travers le troisième Forum de coopération Chine-Afrique (Focac) et les grandes décisions qui ont été prises, sont une aubaine pour le Togo. Plus d'opportunités vont inévitablement se présenter. Il revient maintenant aux Togolais de saisir ces opportunités pour les capitaliser.

Même si beaucoup d'Africains son plutôt critiques vis-à-vis des interventions de la Chine en Afrique, il faut tout de même reconnaître que cette coopération a en peu de temps apporté plus de résultats que ce que nous avons pu obtenir pendant des décennies de relations avec l'occident. Comme le reconnaît le professeur Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, « il ne s'agit pas de négliger ou de penser que les autres partenaires ne nous soutiennent pas », mais

d'aller vers la diversification. Toutefois, quelle que soit la nature du partenariat que nous aurons avec les autres entités dans le monde, rien ne se fera si nous même ne nous battons pour tirer le meilleur parti. Lors du dernier Focac, il y a eu l'adoption d'un Plan triennal 2019-2022. La Chine promet un prêt de 60 milliard au continent africain et aussi le transfert de technologie. De plus, elle va contribuer à la mise en œuvre du Plan national de Développement (PND). Le Togo a donc beaucoup à gagner de cette

relation. Mais encore une fois, c'est juste des opportunités. Si nous restons passifs, en attendant que les Chinois viennent faire le travail à notre place, nous risquons d'être déçus. « Il revient aux Africains et à nous Togolais, d'être prêts à recevoir ce transfert de technologie, parce que les formations seront faites, et il faudrait que nous puissions également être disponibles à accepter ces formations », prévient le professeur Dussey. Nous n'allons pas recréer la roue. Les Chinois



Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères

sont allés apprendre en occident, sont revenus reproduire, améliorer, innover et concurrencent aujourd'hui ces derniers. Nous le pouvons aussi.

Et c'est en prenant des initiatives pour profiter de toutes ces opportunités. Comme l'annonce déjà le ministre Robert Dussey, « ce que nous devons faire, ce qui se fera dans les jours à venir, c'est bien sûr les projets que nous allons introduire. Ce plan triennal n'aura de sens que par rapport aux projets ». C'est sans commentaire. Les Togolais savent maintenant

ce qu'il leur reste à faire. D'ailleurs, l'avantage pour nous, c'est que dans le cas présent, le partenaire nous ressemble sur plusieurs plans. La Chine est le plus grand pays en développement et le continent africain est le continent qui comprend beaucoup plus de pays en développement. Enfin, le développement se fera aussi et surtout par la mobilisation des ressources internes. C'est un détail important, et les autorités togolaises sont dans cette dynamique depuis longtemps.

E.D.

Système de santé

Le CHU de Kara vient d'ouvrir son service de cardiologie

L'accès aux soins de santé de qualité pour tous continue d'enregistrer quelques avancées dans notre pays. La dernière en date, c'est l'ouverture d'un service de cardiologie et d'autres services au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Kara.

C'est par un décret pris par le ministère de la Santé et de la Protection sociale hier que la décision a été portée à l'endroit du public. Un service de cardiologie s'occupe des affections liées au cœur et ce genre de service est très crucial. Même s'il faut reconnaître le jeune âge du CHU de Kara, ce service devrait normalement figurer parmi les premiers. Mais comme on le dit, « il n'est jamais trop tard pour agir ».

C'est les patients qui s'en réjouiront, surtout que les pathologies cardiaques sont aujourd'hui légions. Ceux-ci ne seront plus obligés de venir à Lomé pour consulter un spécialiste en cardiologie. D'ailleurs la plupart des patients qui sont dans les régions centrales, de la Kara et Savanes seront plus proches du médecin cardiologue désormais. Outre le service de cardiologie, on note dans cet hôpital, la création

des services de la chirurgie générale, de l'hépatogastroentérologie, de laboratoire, de la neurologie, de la pneumologie...

Il est devenu hôpital de circonscription administrative en 1960, Centre hospitalier régional (CHR) en 1970 et Centre hospitalier universitaire en 2000. C'est un établissement public à caractère administratif doté d'une personnalité morale et d'une



Entrée du CHU Kara

autonomie financière placé sous tutelle administrative du ministère de la santé. Il a à sa tête un conseil d'administration, la direction et des organes consultatifs dont la commission médicale consultative. Le CHU Kara est composé de services médico-techniques et administratifs regroupant 387 agents dont

181 émergeant sur le budget général et 164 sur le budget autonome. Le centre est rentré cette année sous le régime de la gestion contractuelle. Une mesure prise par les autorités togolaises pour mettre fin aux problèmes que connaît le système de santé dans notre pays.

La rédaction

Mois de la diaspora

C'est parti pour 30 jours d'échanges en faveur du développement

Annoncé il y a plusieurs semaines, le mois de la diaspora a été lancé mercredi dernier à Lomé par le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD). Les échanges tourneront autour du thème, « émigration, décentralisation et opportunités de développement ».

L'objectif de la rencontre selon les organisateurs, est d'impliquer davantage la diaspora togolaise dans le développement du pays, amener la population à s'approprier les outils de décentralisation pour un développement local,

sensibiliser la population sur les dangers de l'immigration irrégulière et surtout, informer les jeunes des opportunités que leur offre le Togo. « Le mois de la diaspora réunira dans les régions du pays, les jeunes, les cadres, les représentants de la diaspora, les

autorités administratives et traditionnelles », a fait savoir Adom Orphé, Vice-président du CJD.

Les autorités togolaises au plus haut niveau soutiennent l'initiative. La preuve, on a noté la présence du conseiller du

chef de l'Etat chargé des Togolais de l'extérieur, Pacôme Adjourouvi. « le mois de la est à tous égards, un événement à saluer et à soutenir parce qu'il constitue un cadre d'échanges sur les bonnes pratiques visant à œuvrer pour une meilleure implication de la diaspora togolaise dans le processus de développement socioéconomique engagé par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé », a-t-il déclaré. La diaspora a un grand rôle à jouer pour le développement de notre pays. Les ressources financières, matériels et les compétences dont

elle regorge doivent être capitalisés. Il est vrai que nos compatriotes de la diaspora entreprennent divers actions en direction de la mère patrie. Par exemple, elle a transféré en 2017 un montant total de 507 millions de dollars. Mais tout cela doit être canalisé pour être plus viable. De plus, la diaspora gangrenée par des divisions liées aux revendications politiques. Mais pour l'intérêt du Togo, elle doit être unie. Espérons que le mois de la diaspora sera aussi une tribune pour faire face à ce problème.

Edem Dadzie

Sécurité et liberté avec nos cartes



La Banque Autrement
www.corisbank.tg

